



Le Manifeste d'unification de l'ANC et du RC

Un pas vers l'unification des communistes de France



SOMMAIRE

- 5 Le caractère de notre époque reste impérialiste
- 9 Sortir de l'Union Européenne car celle-ci ne peut qu'être impérialiste
- 13 La bourgeoisie française : un maillon faible
- 16 Le besoin d'un Parti communiste

Le génocide en Palestine de 2023-2024, avec la complicité de l'ensemble des puissances impérialistes mondiales d'une part et l'inaction et l'impuissance des Nations-Unies d'autre part, illustre une nouvelle fois le caractère barbare de l'ordre mondial actuel basé sur l'impérialisme et sa loi du profit maximum. Ce système dépassé par l'histoire, irrationnel au regard des besoins de l'humanité, miné par ses contradictions et sa concurrence destructrice ne peut mener et ne mène qu'à la misère, l'éco-destruction, la fascisation, le fascisme et la guerre. Dans le même temps où l'humanité n'a jamais disposé d'une force de production aussi grande et capable de répondre aux besoins de l'ensemble des peuples du monde, règnent partout la faim, la précarité, le chômage, la pollution et la mort. Cette contradiction rend nécessaire et urgent une rupture systémique, un changement de société, une révolution.

Ce besoin de révolution se fait entendre à toutes les fenêtres de notre monde. De la vaillante résistance du peuple palestinien aux pouvoirs patriotes en Afrique de l'Ouest, en passant par la résistance héroïque du peuple cubain au blocus destructeur qui l'étrangle, du combat mené par le Venezuela face à l'impérialisme états-unien, à la contre-hégémonie représentée par les BRICS, etc., c'est ce besoin d'une alternative au libéralisme et à la domination, étape vers la révolution qui s'exprime. En France également, du mouvement des Gilets Jaunes, au mouvement contre la réforme des retraites, à la révolte des quartiers populaires, etc., c'est le même besoin de révolution anti-capitaliste/impérialiste qui surgit.

Toute l'histoire de l'humanité témoigne que dans de tels moments historiques, le besoin de révolution ne trouve jamais spontanément sa réponse concrète. Elle témoigne également que tout retard pris dans la mise en œuvre de cette réponse se paie chèrement par les peuples et les classes exploitées et dominées par la faim, la guerre et la dictature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Si, tôt ou tard, les classes et peuples dominés résistent inévitablement, et s'ils peuvent dans certaines circonstances parvenir à passer spontanément à l'offensive parfois au prix de sacrifices énormes, ils ne peuvent en revanche pas l'emporter sans une organisation issue de leur sein, synthétisant leurs intérêts et leurs combats, pour mener une offensive capable de vaincre une classe dominante expérimentée, dotée d'un appareil d'Etat bourgeois à son service et d'appareils de propagande de masse. **C'est pour répondre à ce besoin que le RC et l'ANC ont décidé de fusionner en une seule organisation dans l'objectif de mettre à l'ordre du jour la question de l'unification des communistes de France.** Bien entendu ce processus est ouvert et nous appelons tous les cercles, groupes ou organisations se réclamant du marxisme-léninisme à rejoindre cette dynamique.

1.

Le caractère de notre époque reste l'impérialisme

Depuis que Lénine a défini le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme de monopole [l'impérialisme] en 1916, notre monde reste dominé par le pouvoir de ces monopoles soutenus par leurs Etats [et armées] respectifs dans leur concurrence pour le profit maximum. Dès sa naissance, l'impérialisme se nourrit à deux mamelles : l'exploitation des prolétaires des pays impérialistes et l'oppression des peuples et nations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine¹. C'est pourquoi les intérêts de ces prolétaires dans les Etats impérialistes et de ces peuples dominés convergent vers un même ennemi : le système impérialiste. Lutte des classes nationale et internationalisme ne sont que les deux facettes du même combat contre le système impérialiste.

La révolution bolchévique de 1917, l'édification de l'URSS, les démocraties populaires instaurées après la victoire sur le nazisme, les révolutions chinoise, coréenne, cubaine, vietnamienne, le vaste mouvement de libération nationale en Asie, Afrique et Amérique latine des décennies 45 à 80, etc., ont contraint le système impérialiste à des « concessions » pour ne pas disparaître. Ces concessions ayant pour nom « redistribution », « Etat providence », « hausse momentanée

du pouvoir d'achat », « consommation de masse », « indépendances politiques » etc., étaient le résultat du rapport des forces et non une modification structurelle du capitalisme à son stade impérialiste.

La trahison de Gorbatchev et la destruction de l'URSS et des autres pays socialistes de l'Est européen ont permis au système impérialiste de revenir à sa logique pure du profit maximum avec ses résultats logiques : paupérisation, destruction systématique des conquies sociaux, casse des services publics, racisme, fascisation, fascisme, guerres pour le repartage du monde [Irak, Afghanistan, Somalie, Libye, Syrie, Ukraine, etc.], répression des mouvements sociaux, criminalisation de la solidarité internationaliste, etc.

Pendant deux décennies, une contre-révolution s'est développée sous la houlette de la banque mondiale, du Fond Monétaire International, de l'OMC, de l'Union Européenne, du G7, etc., pour imposer ce qui a été nommé la « mondialisation », c'est-à-dire les diktats libéraux qui imposent la levée de toutes les entraves à la circulation et à la valorisation du capital afin de maximiser les profits. Les résultats n'ont pas tardé : délocalisation et désindustrialisation à un pôle, surexploitation à un autre, politiques d'austérité et de casse des services publics partout, recolonisation économique des pays indépendants, etc.

Petit à petit cependant, la résistance à cette mondialisation libérale s'est déployée d'abord de manière éparpillée, ensuite avec une conscience grandissante des convergences

d'intérêts anti-impérialistes. La dynamique des BRICS, les mouvements sociaux de masses dans les pays impérialistes, les mouvements dégagistes en Egypte et en Tunisie, les mouvements d'affirmation national et patriotique au Yémen et au Sahel, la conquête du pouvoir par les forces marxistes et progressistes dans certains pays d'Amérique latine, la résistance des pays se réclament toujours du socialisme, les mouvements de révolte en Kanaky et dans ce qui est appelé communément les DOM TOM, etc., tous ces faits indiquent une crise de l'hégémonie impérialiste et une montée des mobilisations populaires anti-impérialistes.

Le système impérialiste mondial en général et l'impérialisme hégémonique états-unien en particulier ne restent, bien sûr, pas inactif face à ce renouveau des luttes anti-impérialistes mondiales. Balkaniser les nations qui lui résistent, encercler la Russie et la Chine Populaire, instrumentaliser les révoltes populaires spontanées pour les transformer en « révolutions de couleur » ou susciter complètement celles-ci par la machine de propagande, multiplier les guerres au nom des droits de l'homme, de la défense des minorités ou de lutte contre le terrorisme, etc., tous ces faits qui marquent notre actualité expriment la lutte entre un nouveau monde qui arrive progressivement à maturité et l'ancien monde qui ne veut pas partir. Ils mènent inévitablement à plus ou moins long terme à une guerre généralisée.

La crise de surproduction et de suraccumulation et la contradiction entre la production toujours plus socialisée et l'accaparement privé par les grands groupes monopolistiques conduisent à la guerre mondiale tout comme elles ont conduit à la première et à la seconde guerre mondiale.

Pour ces raisons, lutte des classes dans chacun des pays, internationalisme et lutte pour la paix sont pour les communistes, non pas trois combats séparés mais un seul et même combat contre le système impérialiste.

2.

Sortir de l'Union Européenne car celle-ci ne peut être qu'impérialiste

Dès ses premiers pas, la construction européenne a été pensée comme outil au service du système impérialiste mondial pour lutter contre le camp socialiste, contre les progrès du mouvement communiste et du mouvement de libération nationale des peuples opprimés. Cette dynamique a été renforcée par la signature du Traité de Maastricht en 1992, qui en imposant de facto et de jure l'austérité budgétaire comme diktat de leur politique fiscale, empêche les pays membres d'exercer leur souveraineté sur des sujets cruciaux - assurance sociale, retraites, services publics, éducation, etc. Bruxelles est entièrement bâtie sur la défense de la formation en Europe de grands groupes industriels et bancaires à tendance monopolistique, via un ensemble de mesures visant à faciliter la valorisation du capital financier et l'accroissement du taux de profit. Il en découle sur le plan européen une logique d'harmonisation par le bas que ce soit pour les salaires, l'âge de la retraite, les droits sociaux, etc. Il en découle également sur le plan international une politique prédatrice à l'égard des anciennes colonies européennes : accords de partenariat économique avec l'Afrique [APE], Franc CFA, interventions et ingérences militaires communes, propagande contre tous

les Etats progressistes anti-impérialistes ou Etats contre-hégémoniques, soutien financier et protection aux forces contre-révolutionnaires accueillies en Europe, etc.

Basée sur la loi du profit maximum, la CEE puis l'Union Européenne ont été et sont inéluctablement travaillées par des contradictions profondes. La première contradiction est celle avec l'impérialisme hégémonique états-unien. A la fois alliée dominée et concurrente des Etats-Unis, l'Union Européenne navigue entre des ambitions d'autonomie stratégique [de plus en plus faibles au fur et à mesure que se développe la logique de guerre à l'échelle internationale] et une subordination aux intérêts et stratégies états-uniennes. En dernière instance cependant, c'est toujours l'alignement atlantiste qui l'a emporté lors des décisions internationales importantes.

La seconde contradiction est entre les pays membres, comme dans toute union entre brigands. Si pendant longtemps la ligne directrice de l'Union Européenne était dictée par les deux impérialismes les plus puissants, la France et l'Allemagne de l'Ouest, l'annexion de l'Allemagne socialiste par la RFA et l'extension de la zone d'influence allemande vers les pays de l'Est impose d'une manière de plus en plus net une hégémonie allemande. C'est donc désormais essentiellement à partir des intérêts du capital financier allemand que se prennent les décisions de Bruxelles. La mise en place de l'Euro n'est rien d'autre que l'imposition d'une politique monétaire permettant la déflation salariale sur le modèle allemand, qui en a été le principal bénéficiaire.

Une telle Europe et une telle monnaie n'est pas réformable dans le sens des intérêts populaires. Le mythe d'une « Europe sociale » est dangereux car il sème des illusions sur la possibilité de réformer une machine structurellement réactionnaire. Vassale de l'impérialisme hégémonique états-unien ou nouvelle superpuissance rivale de celui-ci, ou encore comme aujourd'hui à la fois alliée et rivale de celui-ci, l'Union Européenne ne peut être que réactionnaire. Soit elle n'est pas réalisable, soit elle sera réactionnaire, disait déjà Lénine en 1915.

Une telle Europe est un cartel des bourgeoisies européennes sous la direction de la plus puissante d'entre-elles, la bourgeoisie allemande. En exploitant le pacte de stabilité, qui contraint en particulier les dépenses publiques, elle ne peut conduire qu'à des décisions d'harmonisation vers le bas, de remise en cause des souverainetés nationales au sein desquels ont été arrachés par la lutte tous nos conquits sociaux et démocratiques. S'opposer à l'Union Européenne et exiger d'en sortir est donc un incontournable de la défense des intérêts des travailleurs, des classes laborieuses.

Enfin, s'il est un domaine dans lequel l'Europe s'est entièrement alignée sur l'impérialisme états-unien hégémonique, c'est bien celui de la « défense ». La machine de guerre qu'est l'OTAN est l'outil militaire de la contre-révolution mondiale. Loin d'être un outil de « défense », l'OTAN est un outil d'agression contre toutes les velléités de résistance au système impérialiste mondial. Elle constitue avec ses alliées le « camps de la guerre » qui s'oppose à un

« camps de la paix » constitué de tous ceux qui ont intérêts à remettre en cause l'hégémonie états-unienne. C'est pourquoi non seulement nous devons nous battre pour la sortie de l'OTAN, mais également pour exiger sa dissolution.

Sortir de l'Euro, de l'Union Européenne et de l'OTAN sont trois conditions incontournables pour la défense des intérêts des travailleurs et de la révolution sociale à venir.

3.

La bourgeoisie française : un maillon faible

Comme toutes les bourgeoisies européennes, la bourgeoisie française s'est lancée avec allégresse dans la mondialisation capitaliste. Comme ses consœurs, elle a perçu la fin de l'URSS, et avec elle la fin de tous les équilibres issus de la victoire contre le fascisme, comme le signe d'un retour à la logique pure du capitalisme à son stade suprême impérialiste, un temps entravé par l'existence de l'ennemi rouge. Pendant les quatre dernières décennies, elle s'est attachée à être un « bon élève » de Bruxelles dans l'application des politiques de remises en cause des conquits sociaux et démocratiques arrachés par la lutte de classe, de délocalisation, d'austérité, etc.

Cependant, cette vaste offensive réactionnaire se déroule pour la bourgeoisie française avec un handicap moins présent ailleurs : l'existence d'un syndicalisme de classe résistant et d'une tradition de lutte radicale. Récemment les Gilets Jaunes, le mouvement contre la réforme des retraites et la révolte des quartiers populaires sont venus rappeler l'importance de cet héritage. Sous des formes différentes, ces mouvements expriment tous les intérêts de segments différents de la classe ouvrière, tous touchés par les politiques réactionnaires en œuvre et tous héritiers

des luttes sociales radicales antérieures de la Commune de Paris à mai 68.

Le développement depuis plus d'une décennie d'une nouvelle vague anti-néocoloniale dans le monde et plus particulièrement en Afrique est venu ajouter une seconde difficulté à l'impérialisme français. Les mouvements contre le Franc CFA, contre les APE, les nouveaux régimes patriotiques en Afrique de l'Ouest, etc., touchent une des bases essentielles de l'accumulation capitaliste impérialiste française. Rappelons en effet qu'au moment des indépendances, la bourgeoisie française a négocié sa place dans le système impérialiste mondial en assumant la fonction de gendarme des intérêts impérialistes en Afrique. Il en a été de même pour sa place au sein de l'Union Européenne. La remise en cause de cette « place africaine » qu'illustre l'expulsion des soldats français du Niger, du Mali et du Burkina Faso, est un coup important pour le capital financier français.

La réponse de la bourgeoisie française à ces mouvements sociaux et à ces luttes anti-néocoloniales fut logiquement celle de la fascisation. Imposer par la force ce qui ne peut être obtenu par la propagande est une constante de toutes les classes dominantes. Cette fascisation a pris comme première forme une politique visant volontairement à faire progresser le parti fasciste qu'était le Front National et qu'est aujourd'hui le Rassemblement National, en reprenant et légitimant ses thèmes, ses mots d'ordre, ses argumentaires, ses revendications, etc. Elle a pris comme seconde expression,

le développement du racisme et de la xénophobie à des fins de division des travailleurs. L'instrumentalisation de la laïcité et du danger « terroriste » à des fins de division a conduit à une explosion d'un racisme déjà en œuvre à l'époque dans les colonies envers les populations musulmanes ou prétendues telles (l'islamophobie). L'instrumentalisation du pseudo péril migratoire ou « invasion migratoire » aux mêmes fins, mène au racisme négrophobe, au racisme anti-roms... Le même processus est en œuvre à propos des luttes ouvrières se traduisant par une remise en cause des droits démocratiques, une répression inédite depuis longtemps des manifestations et des grèves, une criminalisation des luttes et des militants, etc.

Cette fascisation exprime à la fois la crise de légitimité qui touche le gouvernement, la crainte de nouveaux soulèvements populaires susceptibles de ralentir le plan de destruction de tous nos conquits sociaux et démocratiques, et la nécessité de se mettre en ordre de bataille pour reconquérir le terrain cédé en Afrique et dans le monde. Elle est en quelque sorte une préparation par principe de sécurité d'un éventuel recourt au fascisme si la défense des intérêts du capital financier venait à l'exiger.

C'est pourquoi les luttes contre le racisme sous toutes ses formes, pour l'unité de la classe ouvrière et pour la défense des droits démocratiques est un impératif pour la défense des intérêts des travailleurs et frayer le chemin à la révolution à venir.

4.

Le besoin d'un parti communiste

Face à cette offensive brutale de la bourgeoisie française, le prolétariat et les classes laborieuses dans leur ensemble se retrouvent objectivement sans état-major commun. Des luttes courageuses sont menées, des explosions sociales massives peuvent avoir lieu, des dizaines de militants peuvent être criminalisés sans que n'existe une riposte commune à leur répression. Des grèves peuvent arracher des victoires partielles ou même mener des combats offensifs, mais elles sont et seront incapables de passer à une étape révolutionnaire capable de transformer véritablement la société sans un tel état-major. Face à l'état-major de la classe dominante, la question de la construction d'un état-major des travailleurs dans toute leur diversité est une question posée et à résoudre.

Pendant longtemps, le Parti Communiste français, section de l'Internationale Communiste, a été cet état-major et cela s'est traduit par une lutte des classes offensive et par l'obtention de nombreux conquits sociaux et démocratiques.

La diffusion du réformisme puis la victoire de celui-ci au sein du PCF a conduit ce dernier à devenir un parti social-démocrate faisant doublon avec le parti socialiste. Le piège

de « l'union de la gauche », la défense de l'Union Européenne, l'abandon de tous les repères de classes, etc., ont conduit à la destruction programmée de cet outil indispensable de la classe ouvrière et l'ont transformé en obstacle objectif à l'organisation de notre classe. Sur le plan international, le ralliement de facto du PCF à l'euro-atlantisme l'amène à soutenir le fascisme ukrainien et à condamner la résistance palestinienne.

Bien entendu, des résistances se sont développées pour s'opposer à cette déviation puis dérive réformiste. A l'intérieur du PCF, puis à l'extérieur, des communistes l'ont combattue. Progressivement, des groupes communistes ont émergé quittant le PCF à des moments différents, sur des points de rupture divers, rejoints par de nouveaux militants plus jeunes ne venant pas du PCF. Chacun de ces groupes a développé sa propre expérience et sa propre identité. Si ces groupes communistes dans toute leur diversité sont à saluer comme étant une réaction de résistance à la destruction de l'état-major ouvrier, ils sont cependant inévitablement menacés par ce que Lénine appelait « l'esprit de cercle », mettant en avant les différences et les divergences plutôt que les points communs et les convergences.

La question de l'unification de ces groupes pour aller vers la reconstruction d'un parti communiste est donc une autre question posée et à résoudre. Cette unité à bâtir ne peut pas être une simple proclamation abstraite. Elle est une lutte exigeant la confrontation fraternelle sur la base d'un travail d'échange scientifique et d'actions communes

afin d'aboutir à une unité solide. Faute de l'affirmation de ce double principe [urgence de l'unification et exigence des confrontations fraternelles et de pratique commune la rendant possible], l'unification tant nécessaire sera un échec. Bien entendu, nous n'avons pas à attendre d'être uni sur la moindre virgule ou d'être en harmonie sur l'ensemble des tactiques pour réaliser l'unité organisationnelle. Une telle conception rend tout simplement l'unification impossible. Sur de nombreux aspects, les positions à prendre seront tranchées par la vie démocratique et la centralisation de l'action de la future organisation commune.

En cohérence avec les points développés ci-dessus, l'ANC et le RC décident ensemble de constituer une nouvelle organisation appelée : « Union pour la Reconstruction Communiste (URC) »

Ils décident également d'appeler toutes les organisations qui œuvrent pour la reconstruction communiste à entamer avec nous des discussions et échanges pour développer à la fois l'action commune immédiate et réunir ainsi les conditions de notre nécessaire fusion vers un parti communiste de France.

Les 1er, 2 et 3 novembre 2024, une nouvelle organisation est née !

Comme nous l'espérons, le congrès de fusion entre l'ANC et le RC a été un plein succès. 3 jours de travaux enthousiastes, studieux et fraternels quelques éléments clefs :

- Succès par la participation avec une diversité géographique et sociologique
- Succès par la qualité des débats et l'ambiance fraternelle dans lesquels ils ont eu lieu
- Succès par la convergence des analyses et la communauté de pensée quant à la démarche à mettre en œuvre et aux tâches à accomplir qui se sont traduites par des votes quasi unanimes
- Succès enfin par le temps de rencontre international et les interventions des partis et organisations progressistes amies

Bien sûr nous n'en sommes qu'au début de la construction d'une organisation communiste digne de ce nom en France, mais après des décennies de dispersion des communistes de notre pays, nous avons le sentiment que le plus dur est derrière nous.

Pour marquer cette étape, le nom d'Union Pour la Reconstruction Communiste (URC) a été choisi. Cet élargissement et cette construction, sont d'autant plus porteuses d'espoir que l'actualité est lourde de menaces, au niveau international avec le risque grandissant de l'extension et de la généralisation des guerres et au niveau national la montée des luttes face à la casse accélérée de l'emploi et des salaires.



Paris, 1er, 2 et 3 novembre 2024
urcommuniste.fr · urc@communistesdefrance.fr
BP 40137 - 75863 PARIS CEDEX